

[Pourquoi le FMI n'a pas prévu la crise](#)

Christian Chavagneux, *Alternatives Economiques* n° 300 - mars 2011

Le Bureau indépendant d'évaluation du Fonds monétaire international (FMI) fête ses dix ans en beauté : rattaché au FMI mais complètement indépendant de sa hiérarchie, il publie [un rapport](#) dans lequel il démontre comment l'idéologie libérale de l'institution l'a amenée à négliger la montée des risques dans la finance internationale.

Eléments à charge

En s'appuyant sur des documents publics ou confidentiels, la première partie du rapport n'a aucun mal à montrer que le FMI n'a rien vu venir, ni aux Etats-Unis ni au Royaume-Uni, de la crise financière qui couvait. Telle une agence de notation, l'institution n'a commencé à alerter contre les effets délétères possibles des dérapages de la finance qu'une fois ceux-ci déjà révélés. Auparavant, l'analyse du FMI s'appuyait sur le *"postulat selon lequel l'aptitude présumée de l'innovation financière à extraire les risques des bilans des banques mettait les grandes institutions financières en position de force et que de ce fait, les marchés financiers des pays avancés étaient fondamentalement sains"*.

Pire : le FMI, prenant les Etats-Unis comme modèle, faisait du prosélytisme auprès des gouvernements plus suspicieux face à l'innovation financière, comme l'Allemagne et le Canada, pour leur demander de copier la finance anglo-saxonne bien plus rentable ! A l'inverse, l'Islande apparaissait comme un bon modèle, et l'aveuglement des rapports qui lui furent consacrés prêterait à sourire si les conséquences n'avaient pas été aussi désastreuses pour le pays.

Coup de grâce

Déjà bien atteints, les économistes du FMI reçoivent le coup de grâce dans la seconde partie du rapport, qui tente d'expliquer pourquoi l'institution s'est laissée autant aveugler. C'est en fait à une descente en flammes de la théorie économique dominante à laquelle on assiste. Car la première raison avancée est celle d'une croyance dans l'idéologie libérale, prompte à nier les crises : *"L'opinion dominante au sein des services du FMI - groupe cohésif de macroéconomistes - était que la discipline et l'autorégulation du marché suffiraient à écarter tout problème majeur des institutions financières. Toujours selon la pensée dominante, les crises étaient peu probables dans les pays avancés dont le degré de "sophistication" des marchés financiers leur permettrait de progresser sans encombres avec une régulation minimale."*

Mais certains économistes signalaient depuis au moins 2006 qu'une crise était possible. C'était le cas en dehors du FMI, mais *"la culture insulaire"* de l'institution y fait que l'on n'écoute pas ce qui se dit à l'extérieur. Qu'à cela ne tienne : des économistes en interne voyaient également monter les risques. Mais là, nous dit le rapport, il valait mieux filer droit, car *"plusieurs cadres dirigeants et membres des services du FMI ont estimé que l'affirmation d'opinions dissidentes peut "nuire à une carrière"*". Sans oublier la pression politique exercée par les gouvernements des pays riches pour éviter qu'un rapport du FMI dise du mal de leur modèle financier.

En résumé, si le FMI n'a pas vu venir la crise financière, c'est parce qu'un ultralibéralisme autoritaire y faisait régner sa loi. Le constat est rude, mais malheureusement juste.